

# **Importance de la place financière suisse**

Exposé de

Jean-Pierre Roth

Président de la Direction générale de la

Banque nationale suisse

81ème Congrès des Suisses de l'étranger

Samedi 30 août 2003

Crans-Montana

Les Suisses de l'étranger le savent bien, l'image de notre pays à l'extérieur est le plus souvent constituée de clichés: la Suisse pays du lait et du fromage, la Suisse pays des montres et du chocolat, la Suisse pays des banques et des comptes numérotés ! Ces clichés nous collent à la peau, ils donnent une image souvent bien sympathique, quoique plutôt romantique et surannée de la réalité helvétique, à l'exception des allusions à notre place financière. En matière de place financière, le cliché n'est ni romantique, ni sympathique. N'êtes-vous pas frappés de constater que dans tout scénario cinématographique le produit d'un hold up ou d'une rançon doit forcément se diriger vers Zurich ou Genève mais jamais vers Londres ou Francfort? Ce cliché associe la place financière suisse à un secret bancaire au service d'activités criminelles. Les organisateurs de notre rencontre d'aujourd'hui ont bien perçu ce problème puisqu'ils ont prévu une table ronde sur le thème « Place financière: hypothèque pour l'image de la Suisse à l'étranger?»

Cette image est-elle justifiée? Le développement de la place financière suisse est-il avant tout le fruit du secret bancaire? La Suisse aurait-elle développé dans le secteur de la finance des activités contraires à ses intérêts de long terme?

Mon exposé tentera de vous démontrer le contraire:

- La production de services financiers correspond à une longue tradition helvétique;
- notre pays dispose d'avantages comparatifs dans la production de services financiers; la tradition de protection de la sphère privée, en d'autres termes le secret bancaire, constitue l'un de cet avantage comparatif;
- l'expansion de notre place financière est une évolution logique de notre structure économique et le résultat de la globalisation des marchés financiers.

Pour ces raisons, la place financière helvétique est devenue un secteur important de l'activité économique du pays, tant en terme de valeur ajoutée que de places de travail et de ressources fiscales. Je vous le montrerai à l'aide de quelques chiffres.

Mais comme toute activité économique, la production de services financiers est soumise aux dures règles de la concurrence. Aussi terminerai-je par les défis auxquels notre place financière est aujourd'hui confrontée.

## **1. Une tradition helvétique**

Ce ne fut pas en Suisse mais en Italie que le métier de la banque apparut en Europe au 12ème siècle. A l'époque, il s'agissait avant tout d'assurer l'échange des monnaies et le

transfert de fonds. Les activités financières étaient liées à celles des foires commerciales. Il fallut attendre le 16<sup>ème</sup> siècle pour que se développe le crédit. En Suisse, l'essor des villes et surtout l'accumulation des revenus tirés du service étranger sont à l'origine des premières caisses de prêt. Ensuite, au 18<sup>ème</sup> siècle, apparut la banque privée à Genève, à Bâle et à Zurich. C'est là le véritable début de la tradition d'activités internationales des banques suisses. Un siècle plus tard, la révolution industrielle et l'augmentation progressive du bien-être entraînèrent la création des banques cantonales et régionales et le développement du marché du crédit. Durant la seconde moitié du 19<sup>ème</sup> siècle, l'industrialisation du pays s'accompagna de la création des premières banques d'affaires – dont sont issues nos grandes banques actuelles – et de la mise en place des grandes sociétés d'assurance. Sur cette lancée, le 20<sup>ème</sup> siècle ne fut, pour la place financière helvétique, qu'un siècle de consolidation et d'ouverture au monde.

Deux caractéristiques essentielles ont contribué au développement de notre secteur financier:

En premier lieu l'abondance de l'épargne nationale. C'est en effet grâce aux revenus tirés du service étranger – les seuls services que nous étions en mesure d'exporter à l'époque – que s'est constituée la première capacité de prêt de notre économie. Et c'est grâce à la collecte de l'épargne de la classe moyenne que s'est formé le tissu bancaire du 19<sup>ème</sup> siècle et que se développèrent les banques régionales et cantonales.

En second lieu notre histoire nous montre que le secteur bancaire helvétique a toujours dû – et su – se développer dans un marché international. La tradition des banquiers privés est exemplaire à ce sujet. Le fait que notre pays soit le seul pays européen qui n'ait jamais connu de restrictions aux exportations de capitaux montre que nous ne craignons pas la concurrence des autres places financières. Le libéralisme de nos relations extérieures témoigne de la solidité de notre base nationale de financement. En exposant constamment notre secteur bancaire à la concurrence internationale nous l'avons aussi obligé à rester compétitif.

## **2. Les ingrédients nécessaires à une place financière internationale**

La forte capacité d'épargne est donc le premier élément indispensable à la constitution d'une place financière solide. Certes, aujourd'hui, certains centres offshore prétendent être des centres financiers. Ce sont bien souvent des constructions artificielles dont le succès dépend directement de l'attrait qu'elles représentent pour les fonds extérieurs. La Suisse, au contraire, a un rôle naturel à jouer dans le financement de l'économie mondiale car sa

capacité d'épargne dépasse de loin ses besoins intérieurs de financement. Cet écart, qui est visible dans le surplus traditionnel de nos paiements extérieurs courants, nous assure un faible coût du capital. L'abondance de l'épargne et la stabilité des prix font de la Suisse le pays européen disposant des taux d'intérêt les plus bas.

Une forte capacité de financement est une condition nécessaire mais non suffisante au développement durable d'une place financière. Il faut y ajouter un certain nombre de conditions-cadre favorables:

- un environnement politique stable, garant de continuité juridique;
- une législation appropriée assurant la solidité et l'intégrité du système financier;
- une population ouverte au monde et au dialogue multiculturel;
- une main-d'œuvre éduquée capable de s'adapter à un environnement en constant changement;
- un secteur financier en mesure de se donner les outils de gestion nécessaires.

Tous ces éléments constituent, à des degrés divers, des atouts de la place financière suisse et expliquent son essor. Ils ne sont pas statiques mais ont su évoluer au fil des ans:

- Avec l'augmentation du revenu par tête de population, l'épargne nationale croît plus rapidement que les besoins financiers du pays. Notre capacité de financement externe progresse, elle fluctuait autour de 2% du revenu national il y a 30 ans et s'élève actuellement à plus de 8%.
- La Suisse n'est plus aujourd'hui le seul pays à assurer un environnement politique stable. Elle demeure cependant l'un de ceux qui veillent le plus à la protection de la sphère privée des individus. Elle reste farouchement opposée aux tendances centralisatrices et à la mise sous tutelle des individus par l'Etat.
- Notre législation financière est en constante transformation afin de s'adapter au mieux aux défis de marchés en permanente évolution. Dans le domaine de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, notre pays joue un rôle de pionnier. La surveillance de nos marchés financiers évolue maintenant vers une surveillance consolidée des banques et des assurances.
- La place financière suisse a su se doter de systèmes de paiement et de règlement de haute technologie qui assurent une exécution efficace et rapide des transactions financières.

- Enfin des efforts constants sont faits dans le domaine de la formation – qu'elle soit continue ou universitaire – en vue de promouvoir les connaissances en matière de finance et de gestion.

De nombreux facteurs, tant historiques qu'économiques sont donc à l'origine du développement de la place financière suisse. Son essor s'explique par l'abondance de notre épargne ainsi que par des éléments structurels favorables. Penser qu'il n'est que le produit du secret bancaire est abusif, ceci d'autant plus que l'anonymat des comptes n'existe plus et que le secret bancaire est levé en cas d'activité criminelle. Le secret bancaire, en tant que partie intégrante du cadre législatif, n'est qu'un facteur de succès parmi d'autres.

### **3. La place du secteur financier dans l'économie suisse**

Il est juste de dire que le secteur financier est devenu l'un des piliers de l'économie suisse. Chacun sait que l'industrie des machines ou l'industrie chimique sont des pans importants de notre appareil de production. On ignore généralement que le secteur financier – avec près de 13% du PIB – les dépasse aujourd'hui de loin. Voici 10 ans sa position était encore fort différente. Durant les années 1990, les activités de la place financière se sont développées beaucoup plus rapidement que celles des autres branches de notre économie.

En comparaison internationale nous occupons aussi une place particulière: en Allemagne ou au Royaume-Uni – des pays possédant également des centres financiers importants – la part du secteur financier dans le revenu national est inférieure de moitié à ce que nous connaissons en Suisse.

Nous devons aussi réaliser que la répartition géographique des activités financières est très inégale sur l'ensemble du pays. A Genève, le secteur financier est à l'origine de 25% de la valeur ajoutée cantonale. A Zurich cette proportion est un peu plus faible. Au Tessin elle est de l'ordre de 20%. Un tel degré de concentration d'activité ne se retrouve qu'à New York. A Londres et à Francfort, la place financière ne représente que 10% de la valeur ajoutée régionale.

Notre place financière n'est donc pas seulement relativement importante au niveau de l'ensemble des activités du pays, elle est aussi déterminante pour l'essor de certaines régions.

En termes d'emploi, l'image donnée par la place financière est un peu différente. On note sa relative stabilité à hauteur de 6 – 6.5% de l'emploi global. Avec un emploi relativement stable et un output en forte progression, le secteur financier est celui qui a réalisé les progrès de productivité les plus marqués au cours des vingt dernières années. Nous comptons encore 625 banques et 120'000 employés de banque en 1990, aujourd'hui il n'y a plus que 356 établissements employant 104'500 collaborateurs. Chacun a en mémoire les nombreuses restructurations qui sont intervenues dans les années nonante.

Il faut noter à ce propos que, ces dernières années, nos établissements financiers ont suivi des stratégies d'expansion les conduisant à créer plus de places de travail à l'étranger que sur le territoire national. La tendance est au développement des activités sur place (onshore), ce qui exige d'importants investissements extérieurs. En 2001, les investissements à l'étranger des banques et des assurances représentaient plus du tiers des investissements extérieurs de l'économie helvétique. Actuellement, avec 190'000 personnes, le nombre des collaborateurs du secteur des banques et des assurances travaillant hors de nos frontières n'est que de peu inférieur au nombre de ses collaborateurs en Suisse même.

Secteur-clé en matière de valeur ajoutée et d'emploi, la place financière est également devenue une source importante de recettes pour les caisses publiques. L'an dernier, les impôts perçus sur les bénéfices des banques représentaient 2 milliards de francs, soit environ 4% des recettes de la Confédération. De leur côté le droit de timbre sur les transactions financières et l'impôt anticipé assuraient plus du 10% des recettes fédérales. En plus de tout ceci, il conviendrait d'ajouter – à tous les niveaux de l'Etat – le produit des impôts directs perçus sur les revenus salariaux versés par les banques, ce qui peut représenter des montants importants dans les cantons où le secteur bancaire est fortement développé. En l'an 2000, les impôts perçus directement ou indirectement sur l'activité bancaire constituaient plus de 10% du montant total – au niveau fédéral, cantonal et communal – des recettes fiscales de notre pays.

Mais tous les métiers de la finance ne se sont pas développés avec le même succès sur notre territoire. Ce sont les opérations de gestion de fortune qui ont connu l'essor le plus spectaculaire. Héritiers de la tradition des banquiers privés, les métiers de la gestion de fortune représentent aujourd'hui la plus importante source de valeur ajoutée du secteur financier. On estime que plus du quart du marché mondial de la gestion de fortune transfrontalière est en mains suisses, plaçant notre pays bien avant le Luxembourg ou le Royaume-Uni. L'essor de la place financière helvétique ne se situe donc pas dans le

domaine du crédit ou de la banque d'affaires – des activités où New York et Londres jouent un rôle prépondérant – mais dans une niche bien particulière, mieux adaptée à nos atouts traditionnels et à notre expertise. Les activités de gestion de fortune présentent également l'avantage d'être moins sensibles aux fluctuations de la conjoncture que les activités de crédit, mais elles font aussi l'objet d'une concurrence féroce au plan international.

Ces quelques chiffres vous montrent donc que la place financière est effectivement l'un des piliers de notre économie. Elle contribue fortement au revenu national et est l'une des sources principales d'emploi. Sur le front extérieur aucun secteur de notre économie n'a autant de présence en termes d'investissement et de places de travail. Cette présence est toutefois fortement concentrée sur les grandes places financières.

#### **4. Les défis de la place financière**

L'essor formidable de la place financière helvétique durant les années nonante tient au fait qu'elle a su saisir les opportunités entraînées par la globalisation des marchés financiers. Durant cette période, aucun marché n'a autant bénéficié des progrès de la technologie des communications et de la montée du libéralisme que le marché financier. Il s'est ainsi constitué un marché global du capital, fortement intégré et concurrentiel. Les fonds se déplacent sur simple coup de téléphone. La rivalité entre centres financiers est aussi devenue beaucoup plus intense, ceci d'autant plus que le savoir-faire financier peut être aisément transféré d'une place à l'autre et que la confiance, un facteur important de réussite dans la finance, est un acquis qui peut être rapidement remis en question.

A mes yeux, augmenter le savoir-faire de notre place financière et renforcer la confiance qu'elle inspire sont les deux défis de l'heure.

Augmenter le savoir-faire signifie viser tendanciellement une amélioration de la qualité des services financiers, des services aujourd'hui beaucoup plus complexes que par le passé. Pour relever ce défi nos établissements doivent investir dans la formation et la rationalisation, augmenter la productivité et adapter leurs produits aux besoins spécifiques de leurs clients. Il nous faut aussi accepter que les établissements financiers se restructurent et réorientent leurs activités. Une réponse flexible aux besoins de la clientèle est, dans la finance comme dans toute autre activité économique, la clé du succès.

Renforcer la confiance est tout aussi nécessaire car aucune relation financière durable ne peut s'établir sans la confiance de la clientèle. Ici l'intégrité joue un rôle essentiel. Et j'en

reviens aux clichés énoncés au début de mon exposé: il faut lutter énergiquement contre l'image d'une place financière suisse intéressée à accueillir des fonds en recherche d'une nouvelle virginité. Si elle y était disposée, elle n'aurait qu'un piètre sens de ses propres intérêts. Le marché des fonds honnêtes est suffisamment grand pour qu'il vaille la peine de tout entreprendre pour se protéger des fonds d'origine douteuse. La lutte contre le blanchiment d'argent doit donc être menée sans complaisance. Ne soyons pas effrayés d'apprendre que des comptes ont été bloqués dans des établissements suisses. Cela indique évidemment que des erreurs ont pu être commises mais cela montre surtout que les mécanismes de contrôle mis en place fonctionnent correctement. A moins de supposer qu'une probité totale règne à l'étranger, le fait que les places financières concurrentes de la nôtre n'attrapent que peu de poissons dans leur filet ne doit pas être pris comme une preuve de sainteté.

La Suisse occupe aujourd'hui une position de pointe en matière de lutte contre le blanchiment d'argent. Cet effort doit se poursuivre pour que les vieux clichés disparaissent. Ceci est dans l'intérêt même de notre pays qui, dans le domaine financier, a un poids qui dépasse de loin son poids politique.

## **5. Conclusion**

Le développement des activités de la place financière suisse s'inscrit dans le droit fil du développement de l'économie suisse. Pays essentiellement agricole sous l'ancien régime, il s'est industrialisé au 19<sup>ème</sup> siècle avant d'évoluer vers la production des services. Dans ce domaine, plusieurs éléments prédisposaient la Suisse à produire des services financiers en lui conférant des avantages comparatifs: une tradition de stabilité politique et monétaire, une tradition de respect de la sphère privée et de discrétion, ainsi qu'une tradition de qualité.

En se développant, le secteur des banques et des assurances est devenu l'une des principales sources de revenu de notre pays. Dans les activités bancaires, c'est la gestion de fortune qui occupe le premier rang.

Dans la production de services financiers comme dans la production d'autres biens, la Suisse est exposée à une forte concurrence internationale. Elle l'accepte pleinement et rien ne peut lui assurer de préserver la position relativement avantageuse qu'elle a su se créer. Elle ne pourra le faire qu'en soignant ses conditions-cadre, en augmentant continuellement son savoir-faire et en renforçant la confiance dans la solidité et la probité de sa place financière. C'est une tâche qui appelle l'effort de chacun: une volonté résolue



des établissements financiers d'adapter continuellement leurs services aux réalités du marché, et une politique déterminée des autorités de veiller étroitement à la solidité et à la probité de la place financière dans un monde dominé par la libre circulation des capitaux.